

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'État vit-il au-dessus de ses moyens ?

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 8 décembre 2011

Démocratie & Socialisme

L'État vit-il au-dessus de ses moyens ?

La vérité est que c'est l'État qui fixe lui-même (à la différence d'un ménage) ses propres moyens et que la droite a vidé consciemment les caisses publiques en diminuant les impôts des ménages les plus riches et des sociétés.

Selon le *Conseil des prélèvements obligatoires* (« Entreprises et niches fiscales et sociales », octobre 2010) : les 3 principales niches fiscales (elles concernent toutes les trois l'impôt sur les sociétés et avantagent les grands groupes), créées par la droite avant 2007, sont :

- ▶ **Régimes des sociétés mères et filiales** : coût de 34,9 milliards d'euros pour l'année 2009.
- ▶ **Régime d'intégration fiscale** : coût de 19,5 milliards d'euros pour l'année 2009.
- ▶ **Niche Copé** (taxation à taux réduit des plus-values à long terme provenant de cession de titres de participation : 8 milliards d'euros en 2009.

Pour ces trois niches fiscales : un manque à gagner de 62,4 milliards d'euros.

Si l'on ajoute le coût (selon la Cour des comptes) des 3 niches fiscales ajoutées par Sarkozy :

- ▶ **Heures supplémentaires** : 4,5 milliards d'euros.
- ▶ **TVA réduite sur la restauration** : 3,5 milliards d'euros.
- ▶ **Passage du bouclier fiscal à 50 % des revenus déclarés** : 0,7 milliards d'euros.

Soit 8,7 milliards d'euros pour ces trois niches fiscales.

Au total pour les 6 niches fiscales : 71 milliards d'euros. A comparer avec le plan de rigueur de 8 milliards d'euros.

Il faudrait ajouter à cela la baisse de l'impôt sur le revenu due à la diminution du nombre de tranches (de 13 avant 1986 à 5 aujourd'hui), au passage de la tranche supérieure de 65 % (avant 1986) à 41% aujourd'hui.

Coût pour les finances publiques : 15 milliards d'euros en 2009.

Il ne faudrait pas oublier la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (avant même les niches fiscales) : de 50 % à 34,6 % aujourd'hui.

Coût pour les finances publiques : 20 milliards d'euros en 2010 (Rapport de la Cour des comptes 2010).

Au total : 71 + 35 = 106 milliards d'euros en une année.

Niches sociales : 42 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales en 2009 (Rapport du Sénateur de droite Jean-Jacques Jégou au nom de la commission des finances du Sénat - 2010)

Intérêts payés aux détenteurs de la dette publique : 48 milliards d'euros en 2009.

Au total : 106 + 42 + 48 = 196 milliards d'euros en 2009 alors que le déficit public (État, Sécurité sociale, Collectivités territoriales, organismes centraux) s'élevait à 145 milliards d'euros.

L'État vit-il au-dessus de ses moyens ?

Le rapporteur UMP, Gilles Carrez de la commission des Finances de l'AN estimait (en 2010) que les années 2000 à 2010 étaient : « *10 années de pertes de recettes non compensées* ».

Jean-Jacques Chavigné